Libye et pétrole

Publié par Charles Millon · 14 avril 2014, 13:52
La Libye, malgré des apparences de consolidation, a emprunté la mauvaise pente du séparatisme clanique et de l'islamisme.

Aujourd'hui, il paraît évident que dans la galaxie complexe des tribus, ce sont les islamistes les plus redoutables qui s'emparent du pouvoir.

Un pouvoir qu'ils comptent fortifier grâce aux revenus des hydrocarbures.

Mais une islamisation violente qui pourrait déstabiliser encore plus un Sahel déjà fragilisé.

En Libye, presque 3 ans après le déclenchement de la rébellion qui a abouti, avec l'aide conséquente des forces occidentales, à la chute de Mouammar Kadhafi, rien n'est terminé.

Tout commence, en réalité, et c'est dans le chaos, plus ou moins organisé.

La Libye est historiquement la réunion de trois grandes régions, la Tripolitaine, la Cyrénaïque et le Fezzan, que la première constitution, en 1951, organisait d'ailleurs de manière fédérale, très décentralisée.

C'est précisément la découvert des gigantesques champs d'hydrocarbures qui amena moins de quinze ans après à une réorganisation centralisée du pays, avec Tripoli comme capitale dominante.

Le jeu rusé de Kadhafi après sa prise de pouvoirs et pendant plus de quarante ans, parvint à ménager les diverses susceptibilités régionales ou tribales – par la force aussi quand il le fallait.

Or, l'anarchie a commencé à se manifester dès le début des hostilités, entre les trois grandes régions et aussi à l'intérieur d'elles.

En Tripolitaine, on trouve s'opposant les milices de Misrata – l'origine de la rébellion -, les Berbères du djebel Nefusa, les citadins de Tripoli et les Warfalla de Bani Walid.

En Cyrénaïque, les islamistes de Darna combattent les sénousso-soufi de

Benghazi. Dans le Fezzan, les Toubous noirs se rebellent contre les arabes Ouled-Slimane…

La mosaïque est donc à la fois ethnique, géographique, mais aussi religieuse dans le sens que l'application de l'islam est très différente d'une communauté à l'autre.

Tout ceci constitue donc une situation explosive que la chute du Guide a rendu centrifuge.

Le combat pour le contrôle des ressources en hydrocarbures rajoute à la férocité des rapports.

Le gouvernement officiel, issu du Conseil national de Transition, ne dirige plus rien.

On dit qu'à peine un tiers de Tripoli est sous contrôle, et encore grâce à l'appui de la milice locale.

Selon une loi adoptée le 5 mai 2013 au Conseil National Général (CNG), et sous la pression de centaines de miliciens qui faisaient le blocus des ministères de la Justice et des Affaires étrangères, ont été exclus de la vie politique ceux qui occupèrent des responsabilités entre l'arrivée au pouvoir de Kadhafi en 1969 et sa chute, en octobre 2011.

Anciens ministres, ambassadeurs, représentants de comités populaires, officiers de sécurité intérieure, journalistes, syndicalistes étudiants, doyens de faculté : le spectre est extrêmement large et concernerait 500 000 personnes.

Le texte exclut d'office Mohamed el-Megaryef, actuel président du CNG et ancien ambassadeur en Inde, qui prit la tête de l'opposition dès 1980, fondant le Front national pour le salut de la Libye (FNSL, aujourd'hui Jabha).

Autre victime désignée, Mahmoud Jibril, le Premier ministre de la révolution, coupable d'avoir été l'un des conseillers économiques d'un gouvernement qu'il contribua plus tard à faire tomber.

Au moins quatre ministres du gouvernement d'Ali Zeidan et une quinzaine de députés tombent eux aussi sous le coup de la loi. Projet réformiste de Seif el-Islam Kaddafi, le fils du « Guide ». Résultat : il ne reste plus personne… hormis les islamistes.

Car c'est eux, et l'emprise grandissante des milices proches des salafistes, que sert cette épuration.

Ces thuwars (« révolutionnaires ») réclamaient la démission d'Ali Zeidan, le Premier ministre, qui, réticent à employer la force, temporisait.

Quoiqu'ils aient troqué leurs treillis contre des complets-vestons, les nouveaux maîtres de la Libye ne sont pas des tendres.

Abdelhakim Belhadj, gouverneur de Tripoli, ancien djihadiste, vise désormais le pouvoir avec son nouveau parti, le Hezb-el-Watan, décrit comme de tendance « salafiste nationaliste ».

Abdelkarim el-Hasadi, l'émir de Derna, à l'est du pays, admire lui les talibans et justifie la lapidation des femmes.

Le grand mufti Sadiq al-Gariani interdit de son côté aux femmes libyennes d'épouses des étrangers.

Le voile recouvre désormais tous les visages féminins du pays.

Pendant que ces hommes, forts de leurs milices surarmées, prospèrent et préparent l'avenir, sombre, du pays, dans le sud, notamment aux environs de la passe Salvador que personne ne surveille, les djihadistes vaquent à leurs occupations, c'est-à-dire aux attentats.

A côté des deux attentats-suicides d'Agadez, la grande ville nigérienne du Nord désertique, et d'Arlit, sur un site d'uranium d'Areva, les islamistes préparaient aussi une attaque depuis le Sud libyen contre le Tchad, selon le président nigérien Mahamadou Issoufou.

Ce qui confirme les pires craintes du président tchadien Idriss Déby qui disait prévoir une « somalisation » de la Libye.

Nul doute qu'elle est en train d'advenir et qu'elle joue en sus sur du velours grâce aux ressources en pétrole et en gaz dont est pourvu le pays.

Une fois que les dirigeants tribaux et religieux auront réussi à se mettre d'accord – si c'est possible – sur l'exploitation de ces richesses et leur redistribution, la Libye n'aura qu'à suivre le chemin des monarchies pétrolières du Golfe, comme le

Qatar et l'Arabie saoudite dont l'application littérale et violente de la charia n'émeut personne dans le reste du monde.

Car aujourd'hui, la seule chose qui paraît fonctionner dans le pays, c'est la production de pétrole et de gaz, qui a retrouvé très rapidement de production d'avant la révolution.

Même si se sont produites des grèves ici ou là, la population qui vit en grande majorité sur ces revenus, a vite compris quel parti elle pouvait en tirer.

Et des groupes pétroliers occidentaux comme le français Total qui comptait investir 130 millions de dollars en 2013 (environ 100 millions d'euros) dans l'exploration de gaz en Libye, ne semblaient pas trouvé à redire à cette situation oscillant entre anarchie et répression islamiste.

Alors que l'on s'achemine peut-être vers un ordre violent sous la double bannière du pétrole et de l'islamisme salafiste, ce sont les voisins africains de la Libye qui tremblent le plus.

Ainsi, la tension monte de plus en plus entre la Libye et le Niger : la première accuse le second de complaisances avec les travailleurs clandestins, généralement refoulés vers Niamey, et encore de refuser d'extrader Saada Kadhafi.

Le second accuse la Libye d'être un nid de terroristes. A peine écarté le danger du Mali, la grande guerre internationale semble sur le point de se rallumer dans le même Sahel, mais plus à l'est.

Charles Millon